



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
du 21 au 30 octobre 2024

### LE CHIFFRE A RETENIR

**+1,1%**  
(+0,2 point)

La croissance prévue pour 2024  
par le FMI en Afrique du Sud – FMI  
WEO oct 2024

### Zoom sur la tenue de la 3ème édition du Forum d'Affaires France-Afrique australe et Océan Indien à Johannesburg (Engineering News)

La troisième édition du Forum d'Affaires France - Afrique australe et Océan Indien s'est tenue à Johannesburg les 15 et 16 octobre 2024.

Organisé par Business France, le MEDEF International, la Chambre de commerce et d'industrie franco-sud-africaine (FSACCI) et les Conseillers du commerce extérieur de la France, cet événement a rassemblé autour de nombreux acteurs économiques du monde des affaires de France et d'Afrique australe des personnalités telles que Mme Stella Ndabeni-Abraham, ministre du Développement des petites entreprises, M. Parks Tau, ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, ou encore M. David Martinon, Ambassadeur de France en Afrique du Sud, au Lesotho et au Malawi.

Ce forum d'affaires a été l'occasion de discussions approfondies entre des dirigeants d'entreprises, parmi lesquels M. Henri Poupert-Lafarge, PDG d'Alstom, M. Philippe Labonne, président d'*Africa Global Logistics* (AGL), ou encore M. Stavros Nicolaou, *Strategic Senior Executive* d'*Aspen Pharma Group*, sur divers sujets comme la transition énergétique, l'agriculture et les infrastructures.

Les interventions ont notamment porté sur le contexte économique prometteur de l'Afrique du Sud, marqué par la mise en place d'un gouvernement de coalition résolument tourné vers la promotion d'une économie favorable aux entreprises. Les entreprises françaises ayant fait le déplacement ont démontré une forte appétence pour le développement et le renforcement de liens économiques avec l'Afrique du Sud, et ont multiplié les rendez-vous d'affaires avec des partenaires sud-africains et de la sous-région australe.

Les entreprises françaises sont déjà solidement implantées en Afrique du Sud. Elles représentent plus de 480 sociétés, employant plus de 65 000 personnes, dont 99,5 % de Sud-africains. Plus de 5 Mds EUR ont été investis ces quatre dernières années par des entreprises françaises, et plusieurs projets emblématiques sont en cours (récente ouverture de l'usine Stellantis à Port Elizabeth, procédure de rachat de MultiChoice Group par Canal+, ouverture du premier Club Med en Afrique du Sud en 2026).

Dans la foulée, treize entreprises françaises se sont rendues au Zimbabwe pour explorer les opportunités d'investissement dans divers secteurs tels que la logistique, les infrastructures, l'agriculture, l'exploitation minière, les énergies renouvelables et la gestion de l'eau. Cet événement a été suivi par la signature d'un protocole d'accord dans les bureaux de la Confederation of Zimbabwe Industries

## Sommaire :

### Afrique Australe

- Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques (*FMI*)
- De Beers va se conformer au mécanisme du G7 contre les diamants russes en 2025 (*GJEPC*)
- Le Malawi et le Mozambique signent un accord pour faciliter le commerce transfrontalier (*Nation Online*)

### Afrique du Sud

- L'inflation annuelle ralentit à 3,8% au mois de septembre (*StatsSA*)
- La Banque Centrale (SARB) publie sa revue de politique monétaire semestrielle (*SARB*)
- 21,4 Mds ZAR ont été retirés par plus d'un million d'épargnants suite à la réforme du régime de retraite (*SARS*)
- Le gouvernement sud-africain est ouvert à l'arrivée d'un actionnaire privé au capital de *South African Airways* (SAA) (*MoneyWeb*)
- Deux nouveaux projets photovoltaïques annoncés dans la province du Gauteng (*News24, IT Web*)

### Angola

- L'inflation en glissement annuel a ralenti à 29,9% au mois de septembre, poursuivant la dynamique entamée depuis juillet.
- La dette à l'égard de la Chine pourrait être entièrement remboursée d'ici 2028
- L'Angola va émettre des obligations libellées en devises étrangères pour stimuler la liquidité du marché des changes

### Mozambique

- FRELIMO et son candidat Daniel CHAPO remportent les élections générales et législatives

### Namibie

- La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,25 point à 7,25% (*Bank of Namibia*)
- Début d'une nouvelle vague de campagnes de forages d'exploration en mer en Namibie (*World Oil*)

### Zambie

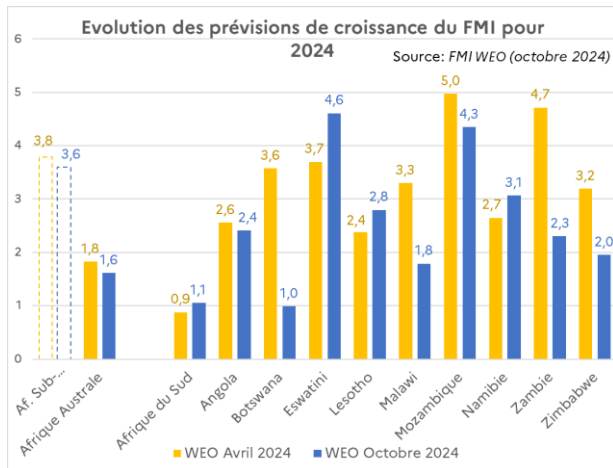
- Le FMI conclut une mission d'analyse économique (*FMI*)
- La Zambie renforce sa connexion électrique avec la Tanzanie (*Lusaka Times*)
- La Zambie annonce la construction d'une nouvelle centrale à charbon par une entreprise chinoise (*BNN Bloomberg*)

### Zimbabwe

- Huawei participe à la construction d'un parc photovoltaïque de 72 MW au Zimbabwe pour l'industrie minière (*The Herald*)

# Afrique Australe

## Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques (FMI)



Lors des assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale qui se sont tenues la semaine dernière à Washington, le FMI a présenté ses nouvelles prévisions macroéconomiques semestrielles (*World Economic Outlook*). La croissance devrait atteindre 1,6% en 2024 et 2,5% en 2025 en Afrique australe. Les perspectives pour l'année 2024 ont été légèrement revues à la baisse dans la sous-région (-0,2 point par rapport aux prévisions d'avril), en raison notamment de la sécheresse inédite due au phénomène El Nino et de la faiblesse des cours des matières premières, qui ont grevé la croissance au Botswana (prévision de 1% sur l'année 2024, contre 3,6% au mois d'avril), du Malawi (passage de 3,3% à 1,8%), et de la Zambie (passage de 4,7% à 2,3%). A l'inverse, les prévisions de croissance ont été revues à la hausse en Afrique du Sud (passage de 0,9% à 1,1% en 2024 et de 1,2% à 1,5% en 2025), sous l'effet combiné de l'amélioration de la situation énergétique (absence de délestage électrique depuis le 26 mars), de progrès dans le secteur logistique, et d'une stabilisation de sa situation politique. Le rapport du FMI identifie les principaux risques auxquels est confrontée l'économie mondiale (conséquences des tensions géopolitiques sur les chaînes d'approvisionnement, contraction du secteur immobilier et baisse de la demande en Chine, intensification des politiques protectionnistes, et tensions sociales croissantes). L'Afrique australe reste toutefois la sous-région la moins dynamique du continent, enregistrant un niveau de croissance nettement inférieur à la moyenne de l'Afrique sub-saharienne

(+3,6%) et à la moyenne mondiale (+3,2%). Le FMI souligne en outre les risques pesant sur les retraits de capitaux et sur la dette, dans un contexte de volatilité des marchés financiers.

## De Beers va se conformer au mécanisme du G7 contre les diamants russes en 2025 (GJEPC)

Le géant de l'industrie du diamant De Beers a annoncé se conformer au mécanisme de certification du G7 contre les diamants russes à partir de 2025. Plus précisément, De Beers fournira des données via sa plateforme *Tracr* sur le pays d'origine de tous ses diamants bruts de plus de 1,25 carat dès cette année et de ceux de plus d'un carat en 2025 (environ 0,5 carat et plus sous forme polie), répondant ainsi aux nouvelles exigences d'importation des pays du G7. L'enjeu est d'empêcher la vente de diamants russes, premier producteur au monde et dont la majorité de la production fait moins d'un carat, afin de tarir cette source de revenus pour le pays dans le cadre des sanctions internationales mises en place après le déclenchement de la guerre en Ukraine. De Beers, propriété d'*Anglo American*, est présent en Namibie, en Afrique du Sud, mais surtout au Botswana (2ème extracteur mondial de diamants, et 70% de la production de De Beers). Ces pays s'inquiètent de la mise en place de ce mécanisme de certification centralisé à Anvers, qui pourrait être source de complications logistiques. La décision de De Beers semble indiquer une mise en place progressive de ce mécanisme de certification du G7, qui doit entrer pleinement en action en mars 2025, tandis que des discussions autour de l'installation de centre(s) de certification de diamants en Afrique australe sont en cours. Cette décision illustre également les avancées technologiques importantes réalisées en termes de scannage et de calcul algorithmique par l'intelligence artificielle, qui permet désormais le traçage à grande échelle de la provenance de millions de diamants.

## **Le Malawi et le Mozambique signent un accord pour faciliter le commerce transfrontalier (Nation Online)**

Le Malawi et le Mozambique ont signé un accord bilatéral visant à simplifier le commerce transfrontalier dans le cadre du protocole commercial de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Le Malawi dispose déjà d'accords similaires avec la Zambie et le Zimbabwe dans le cadre du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). L'accord doit permettre aux commerçants des deux pays d'importer des marchandises d'une valeur maximale de 3 000 USD en franchise de droits, à condition que les marchandises soient originaires ou fabriquées dans les États membres de la SADC. Les exportations du Mozambique vers le Malawi totalisaient 44,7 M USD en 2022 et celles du Malawi vers le Mozambique 17,8 M USD. Ces dernières se concentraient principalement dans le domaine agricole, concernant la farine de soja, le maïs et les aliments pour animaux. Cet accord commercial devrait donc avant tout faciliter les échanges dans ce domaine.

## **Afrique du Sud**

### **L'inflation annuelle ralentit à 3,8% au mois de septembre (StatsSA)**

Selon l'agence nationale des statistiques (StatsSA), l'inflation annuelle des prix à la consommation a ralenti pour le quatrième mois consécutif, passant de 4,4% au mois d'août à 3,8% en septembre, soit son plus faible niveau depuis mars 2021. La baisse de l'indicateur s'explique principalement par la diminution des coûts de transport (-1,1% sur le mois de septembre, soit la première baisse mensuelle en 13 mois). Le prix de l'essence s'est ainsi réduit de 3,2% en glissement annuel, en raison de l'appréciation du rand et de la baisse du cours du pétrole. Les principaux secteurs contributeurs à l'inflation restent l'immobilier (+4,8%, soit une contribution au total de 1,1 points) et l'alimentation (+4,8%, soit une contribution de 0,9 points). La modération de l'inflation pourrait ouvrir la voie à une nouvelle diminution du taux d'intérêt directeur de la Banque centrale au mois de novembre, après une première baisse de 25 points de base au mois de septembre.

## **La Banque Centrale (SARB) publie sa revue de politique monétaire semestrielle (SARB)**

La banque centrale (South African Reserve Bank – SARB) a publié le 15 octobre sa revue semestrielle de politique monétaire. L'institution monétaire salue le retour de l'inflation au milieu de sa fourchette cible de 3 à 6% (prévision de 4,6% pour 2024, contre 5,1% au mois de mars). Le gouverneur de la SARB, Lesetja Kganyago, a d'ailleurs évoqué la possibilité d'abaisser cette cible, soulignant son niveau élevé par rapport aux autres marchés émergents et indiquant que la baisse de l'inflation à son niveau actuel n'avait pas occasionné d'impact particulier sur la croissance. Celle-ci devrait atteindre 1,1% en 2024 et jusqu'à 1,8% en 2026, bénéficiant de l'allègement progressif des crises énergétique (intensification de la maintenance par Eskom, développement du réseau de transmission et investissements privés dans les énergies renouvelables) et logistique (réformes attendues dans les secteurs portuaires et ferroviaires). Elle resterait néanmoins inférieure au taux d'équilibre de long terme estimé à 2,5% (taux de croissance correspondant à une stagnation du PIB/habitant). Malgré une situation détériorée, la SARB souligne également les efforts réalisés par l'Afrique du Sud sur le plan fiscal : selon l'institution monétaire, l'Afrique du Sud, qui a recensé sur l'exercice 2023/2024 son premier excédent primaire en quinze ans (+0,4%), enregistrerait un nouvel excédent primaire en 2024/25 (+0,8%). L'institution relève toutefois que cette performance (due à une hausse des recettes publiques de 19,1% sur l'exercice) devrait principalement résulter de la mobilisation d'une partie des recettes du *Gold and Foreign Exchange Contingency Reserve Account* (GFECRA), non répliquables sur les exercices suivants.

### **21,4 Mds ZAR ont été retirés par plus d'un million d'épargnants suite à la réforme du régime de retraite (SARS)**

Selon les services fiscaux sud-africains (South African Revenue Service), 21,4 Mds ZAR avaient été retirés par plus d'un million de contribuables au 11 octobre. Pour rappel, la réforme (*Pension Funds Amendment Bill*), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup>



septembre, prévoit la création de deux comptes: un « *savings pot* » (qui accueille désormais un tiers des cotisations, et peut faire l'objet de retraits chaque année) et un « *retirement pot* » (qui accueille les deux-tiers des cotisations, et ne peut être liquidé qu'au départ à la retraite). 1,1 M de demandes avaient été validées au 11 octobre, aboutissant à des retraits totaux de 21,4 Mds ZAR depuis le 1<sup>er</sup> septembre. Les autorités estiment à entre 20 et 100 Mds de ZAR les retraits qui devraient intervenir cette année. Ces flux devraient stimuler l'économie et augmenter les recettes fiscales du pays (5 Mds ZAR de recettes fiscales supplémentaires attendues en 2024/25), les retraits étant imposés à un taux marginal compris entre 18 et 45% en fonction des revenus des contribuables.

### **Le gouvernement sud-africain est ouvert à l'arrivée d'un actionnaire privé au capital de South African Airways (SAA) (MoneyWeb)**

La ministre des Transports Barbara Creecy a souligné la nécessité pour la compagnie aérienne nationale SAA de bénéficier d'une augmentation de son capital financier. Depuis sa faillite et sa restructuration en 2020, SAA a perdu de nombreuses parts de marché, ainsi que sa position dominante en Afrique australe, au profit des acteurs privés *Airlink* et *FlySafair*. La situation financière de l'entreprise s'est néanmoins assainie et sa dette a été résorbée. La ministre a indiqué que plusieurs solutions étaient à l'étude, parmi lesquelles la mise en place d'un partenariat en prise de participation avec une institution internationale de développement ou une autre compagnie aérienne, rappelant toutefois la volonté de l'Etat de garder une part majoritaire dans l'entreprise. Elle a également précisé que l'Etat ne souhaitait pas investir plus dans l'entreprise, ce qui implique l'arrivée de capital financier extérieur. Pour rappel, le rachat de 51% de SAA par le fonds d'investissement *Takatso* pour la somme symbolique de 51 ZAR (2,5 EUR) avait échoué en mars 2024, SAA ayant considéré que l'offre d'investissement de 3 Mds ZAR (150 M EUR) de *Takatso* était désormais en dessous de sa valeur à la suite de son rebond post-Covid et la réouverture de plusieurs lignes intercontinentales, dont celles pour Perth et Rio de Janeiro.

### **Deux nouveaux projets photovoltaïques annoncés dans la province du Gauteng (News24, IT Web)**

*Terra Firma*, un producteur indépendant d'énergie spécialisé dans les énergies renouvelables en Afrique du Sud, a lancé un programme d'installation de panneaux photovoltaïques à grande échelle, d'une valeur de 1,3 Md ZAR (66 M EUR). Ce programme, une fois achevé, doit permettre de générer 110 MWp d'énergie. Les deux projets principaux sont le parc solaire Hammanskraal (87 MWp) et le parc solaire Rietfontein (23 MWp), tous deux situés dans la province du Gauteng, le cœur économique et industriel du pays. Ces installations utiliseront le réseau de distribution d'Eskom pour fournir de l'énergie renouvelable à des clients commerciaux et industriels ayant signé des accords d'achat d'énergie (PPA), notamment dans les secteurs manufacturiers et extractifs. *Terra Firma* prévoit une réduction du coût de l'énergie pouvant aller jusqu'à 40 % pour le client final, dans un contexte marqué par la demande d'Eskom de bénéficier d'une hausse de ses tarifs de 36,15 % pour 2025 (43,55 % pour les clients municipaux). La société prévoit d'atteindre la clôture financière du projet au deuxième trimestre de 2025, suivie de 18 mois de construction, et une mise en service prévue pour août 2026.

## Angola

### **L'inflation en glissement annuel a ralenti à 29,9% au mois de septembre, poursuivant la dynamique entamée depuis juillet.**

Ce léger ralentissement de l'inflation en glissement annuel (après +30,5 % en août) s'accompagne toutefois d'une hausse de l'inflation mensuelle à 1,6 %, qui interrompt ainsi le rythme de baisse mensuelle constatée depuis avril. La hausse des prix de septembre s'explique notamment par i) l'entrée en vigueur de la hausse du salaire minimum national (doublement à 70 000 AOA par mois); ii) le début de l'année scolaire (saisonnalité); iii) les jours fériés sur la période. Les catégories dont les prix ont le plus varié sont « Enseignement » (+ 4,1%), « Loisirs, récréation et culture » (2,2 %),

« Hôtels, cafés et restaurants » (2,2 %). Les catégories les plus stables « Communications », « Transports » et « Meubles, équipement ménager et entretien », avec respectivement 0,3 %, 0,4 % et 1,3 %. La catégorie « Alimentation et boissons non alcoolisées », qui contribue le plus à l'indice général des prix, a augmenté de 1,6 % (+0,1 point par rapport au mois précédent). L'écart entre l'inflation au niveau national et l'inflation à Luanda reste important puisque, dans la capitale, l'IPC s'est élevé à 38,7 % en glissement annuel (soit 8,8 points de plus qu'au niveau national) et a atteint 1,56 % en septembre. L'objectif d'inflation de la BNA de 24,3 % apparaît impossible à atteindre si l'on considère les pressions inflationnistes en raison qui interviennent traditionnellement lors des fêtes de fin d'année.

### **La dette à l'égard de la Chine pourrait être entièrement remboursée d'ici 2028**

Selon des déclarations du Directeur général de l'unité de la gestion de la dette (UGD) du ministère des Finances, la dette à l'égard de la Chine serait en baisse (-17 % en glissement annuel au T2 2024). L'État l'a contractée dans des circonstances particulières, lorsque les marchés internationaux n'étaient pas suffisamment « disponibles » pour financer l'Angola. Le stock de la dette angolaise vis-à-vis de la Chine s'élève actuellement à 16 Mds USD, dont 10 milliards collatéralisés sur le pétrole. Compte tenu du rythme de remboursement, et selon les prévisions, elle devrait être entièrement remboursée à l'horizon 2028. En mars 2024, l'Angola a eu l'occasion de renégocier certains aspects du contrat avec son principal créancier. Cet accord devrait permettre de réduire le service de la dette de 150 à 200 M USD par mois en 2024, grâce à de moindres exigences chinoises sur le montant de la garantie fiduciaire. « Cela crée les conditions pour que nous puissions continuellement libérer des ressources qui pourront alors être utilisées pour soutenir la facture budgétaire », a déclaré le directeur général de l'UGD.

### **L'Angola va émettre des obligations libellées en devises étrangères pour stimuler la liquidité du marché des changes**

Il s'agit d'obligations du Trésor en devises d'une durée de 5 ans, arrivant à échéance en février et septembre 2029, qui seront émises avec un taux d'intérêt plafond de 5 %, avec des coupons versés tous les six mois. L'opération est ouverte à toutes les parties intéressées et sera conclue le 30 octobre 2024. Cette émission est destinée à lever des fonds en monnaie étrangère et en monnaie nationale, sans précision de montant, et tous les instruments considérés comme liquides sont éligibles comme moyens de paiement. La dernière émission de ce type avait eu lieu le 16 août 2024, et le montant levé n'avait pas été divulgué.

## Mozambique

### **FRELIMO et son candidat Daniel CHAPO remportent les élections générales et législatives**

La Commission nationale d'élections (CNE) a présenté le 24 octobre dernier les résultats des élections générales et législatives réalisées le 9 octobre dernier. Daniel CHAPO a été élu avec 70,67% des voix et son parti, le FRELIMO, a obtenu 193 des 248 sièges à l'assemblée nationale, ce qui renforce encore la situation de majorité absolue (184 sièges lors des élections de 2019) dont il bénéficie sans discontinuer depuis la réalisation des premières élections démocratiques en 1994. La Résistance Nationale du Mozambique (RENAMO), qui a historiquement occupé le rôle de principal parti de l'opposition – et qui fut la principale force combattante opposée au FRELIMO durant la guerre civile entre 1977 et 1992 -, se retrouve supplantée par le parti PODEMOS (fondée par un décedent du FRELIMO), qui a créé la surprise avec 31 sièges, dans le sillage de son candidat à la présidence, Venâncio MONDLANE, également second avec 20,32 % des voix, loin devant le candidat de la RENAMO 5,81%. Le Mouvement Démocratique du Mozambique (MDM) a obtenu 3,21% des voix. La RENAMO passe à la 3e place avec seulement 20 sièges (versus 60 sièges en 2019). L'autre force d'opposition traditionnelle, le MDM voit

également ses positions s'effriter et ne récolte que 4 sièges, 2 de moins que lors de la mandature précédente. Faisant suite à des fraudes de toutes natures dont certaines abondamment documentées, ces résultats donnent lieu à un mouvement contestataire notablement plus virulent qu'habituellement, d'autant plus que l'assassinat, le 19 octobre, de deux membres éminents de PODEMOS a soulevé une vague d'émotion et d'indignation. Le parti PODEMOS a convoqué une grève nationale générale les 21, 24 et 25 octobre qui a été extrêmement suivie et a paralysé le pays pendant 3 jours. Si Daniel Chapo et le Frelimo ont été félicités par les présidents de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe, de l'Angola, de la Tanzanie et de la Chine, de nombreux pays dont la France n'ont pas encore reconnu ces chiffres fournis par l'organisme national mozambicain.

## Namibie

### **La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,25 point à 7,25% (*Bank of Namibia*)**

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Namibia* - BoN) a décidé à l'unanimité d'abaisser son taux directeur à 7,25%, soit -0,25 point pour la seconde fois consécutive lors de son comité de politique monétaire, qui s'est tenu les 14 et 15 octobre. Cette décision s'inscrit en cohérence avec la décision de la Banque centrale sud-africaine, qui a également abaissé son taux directeur de 0,25 point le 19 septembre, mais maintient l'écart entre les taux directeurs (8% pour le taux directeur sud-africain). L'institution justifie sa décision par la nécessité de réduire la pression sur les consommateurs namibiens, dont le taux d'emprunt moyen atteint désormais 11,25%, alors que l'inflation diminue et que la croissance ralentit (3,5% au T2 2024 contre 4,3% au trimestre précédent). L'inflation domestique a ainsi enregistré 4,6% en moyenne depuis le début de l'année. En septembre, elle atteignait 3,4% en glissement annuel, son plus bas niveau depuis août 2021, bénéficiant de la baisse de l'inflation des transports. La Banque centrale anticipe une nouvelle baisse de l'inflation en 2024, à 4,3% (-0,4 point depuis le dernier comité) et 4% en 2025 (-0,4 point). A noter que le prochain Comité de

politique monétaire se tiendra les 2 et 3 décembre.

### **Début d'une nouvelle vague de campagnes de forages d'exploration en mer en Namibie (*World Oil*)**

Au moins quatre campagnes de forage en mer devraient débuter avant la fin de l'année au large de la Namibie. La première des quatre campagnes devrait être l'œuvre du portugais Galp Energia sur son site au nord de la Namibie où vient d'arriver son navire de forage. Les autres campagnes devraient être menées par TotalEnergies, Chevron et le sud-africain Rhino Resources. Pour rappel, TotalEnergies aurait découvert environ 3 milliards de barils de pétrole offshore, Shell 1,35 milliard de barils de pétrole et Galp Energia 3 milliards de barils de pétrole dans le pays. Ces forages exploratoires visent à confirmer le potentiel de ces gisements.

## Zambie

### **Le FMI conclut une mission d'analyse économique (FMI)**

A l'issue d'une mission d'analyse économique annuelle, menée du 2 au 15 octobre, le Fonds Monétaire international (FMI) a publié, dans un communiqué, ses premières conclusions. Le FMI souligne l'impact majeur de la sécheresse qui a frappé le pays, et qui entraîne une pénurie d'électricité se répercutant sur l'ensemble de l'activité. La croissance devrait ainsi atteindre 1,2% en 2024 (contre 2,3% lors des précédentes projections). L'inflation continue d'accélérer du fait de la dépréciation du Kwacha au cours du deuxième semestre 2024, et est renforcée par la hausse des prix alimentaires, pétroliers et des prix administrés. En dépit de ce contexte très défavorable, le FMI salue les progrès réalisés par les autorités pour mettre en place les réformes demandées dans les programmes des institutions financières internationales. La performance fiscale a été meilleure qu'escompté, sous l'effet d'une rationalisation des dépenses publiques et d'un financement domestique moins élevé qu'attendu. Le gouvernement a néanmoins soutenu sa population la plus vulnérable en augmentant les transferts sociaux, et en étendant ses programmes de rémunération

du travail ou de cantines scolaires gratuites. Alors que la quatrième revue du programme de la Facilité étendue de crédit doit être étudiée dans les prochaines semaines, le FMI a rappelé que la stabilité macroéconomique requiert des politiques réactives et des mesures progressives qui permettront de renforcer les recettes budgétaires et soutenir la viabilité de la dette. A ce titre, l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale, la rationalisation des exonérations fiscales mais aussi des réformes en matière d'énergie et de gouvernance ont été désignées comme des priorités.

### **La Zambie renforce sa connexion électrique avec la Tanzanie (*Lusaka Times*)**

La Tanzanie construit une interconnexion électrique avec la Zambie afin de l'aider à atténuer la crise énergétique provoquée par la sécheresse, a déclaré Doto Biteko, vice-Premier ministre et ministre de l'Énergie de Tanzanie, lors de la *Singapore International Energy Week*. La construction de cette interconnexion électrique a débuté en septembre, et prendra au total 36 mois pour être achevée. La Tanzanie a déjà des interconnexions électriques avec d'autres pays limitrophes, dont le Rwanda, le Burundi et le Kenya. La Zambie multiplie les initiatives pour importer de l'électricité et réduire son déficit énergétique à l'heure où le pays souffre de pannes quotidiennes actuelles d'une durée de 21 heures ou plus.

### **La Zambie annonce la construction d'une nouvelle centrale à charbon par une entreprise chinoise (*BNN Bloomberg*)**

La Zambie a annoncé la construction d'une troisième centrale électrique au charbon de 300MW mercredi 16 octobre 2024. Situé à environ 330 kilomètres au sud de Lusaka, la capitale, le projet Mulungwa Power Generation Ltd. est une coentreprise entre l'entreprise zambienne Africa Power Coal et la société chinoise Jiangsu Etern Company Ltd. Pour rappel, en juillet dernier, la Zambie avait déjà approuvé la construction de la deuxième centrale électrique au charbon du pays. Le pays importe également de l'électricité de l'énergéticien sud-africain Eskom et du Mozambique voisin. Toutes ces mesures

ont pour but d'atténuer le déficit énergétique dont souffre la Zambie. Le pays lutte actuellement contre les effets d'une sécheresse provoquée par le phénomène climatique El Niño, qui a considérablement réduit la production d'hydroélectricité, laquelle fournit 85 % de l'électricité du pays. Les délestages électriques sont quotidiens et durent actuellement jusqu'à 21 heures par jour.

## Zimbabwe

### **Huawei participe à la construction d'un parc photovoltaïque de 72 MW au Zimbabwe pour l'industrie minière (*The Herald*)**

Le groupe sud-africain Grid Africa, spécialiste dans les projets d'énergies renouvelables en Afrique australe, a conclu un accord avec le groupe technologique chinois Huawei pour mettre en place une infrastructure d'énergie solaire de 72 MW, destinée à répondre aux besoins énergétiques de l'industrie minière au Zimbabwe.

Selon la Chambre des mines zimbabwéenne, l'industrie minière zimbabwéenne représente environ 16% de la demande nationale en électricité (600MW) et 80% des exportations du pays. Cette industrie est portée par de nombreux projets d'entreprises chinoises dans le domaine du lithium. Ces dernières (Zhejiang Huayou Cobal, Chengxin Lithium Group, Sinomine Resource Group...) ont annoncé plus d'1,4 Md USD d'investissement sur les deux dernières années et pourraient investir 2,8 Mds USD supplémentaires. Un rapport récent de cette même Chambre des mines indique que les délestages électriques prolongés ont fait perdre jusqu'à 500 M USD de recettes potentielles aux plus grandes mines du pays, à cause notamment de l'arrêt du barrage de Kariba dû à la sécheresse engendrée par El Niño. Ainsi, cet accord doit permettre de diversifier le mix énergétique du secteur minier zimbabwéen et le rendre plus résilient.



	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	24/10/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	17,7 ZAR	-0,1%	-1,9%	6,6%	3,3%
<b>Angola</b>	909,2 AOA	0,1%	1,7%	-9,1%	-8,8%
<b>Botswana</b>	13,2 BWP	-0,1%	-1,2%	2,9%	0,6%
<b>Mozambique</b>	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Zambie</b>	26,5 ZMW	0,0%	-0,2%	-17,4%	2,8%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

[leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr)